



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
27 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1983

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
16

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1325

*Κύρωση της Σύμβασης για τις συγκρούσεις νόμων που
αφορούν τον τύπο διατάξεων διαθήκης που συνυπολογή-
θηκε στη Χάγη στις 5 Οκτωβρίου 1961.*

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυροῦμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς,
ψηφισθέντα νόμον :

Ἄρθρο πρῶτο.

Κυρώνεται καὶ ἔχει τὴν ἰσχὺ πού ὀρίζει ἡ παράγραφος 1
τοῦ ἀρθροῦ 28 τοῦ Συντάγματος, ἡ Σύμβαση γιὰ τὶς συγ-
κρούσεις νόμων πού ἀφοροῦν τὸν τύπο διατάξεων διαθήκης
πού συνομολογήθηκε στὴ Χάγη στὶς 5 Ὀκτωβρίου 1961,
τῆς ὁποίας τὸ κείμενο στὰ δύο πρωτότυπα στὴ Γαλλικὴ καὶ
στὴν Ἀγγλικὴ γλῶσσα καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ
ἔχει ὡς ἐξῆς :

XI. Convention sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires.
(conclue le 5 octobre 1961)

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des règles communes de solution des conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Une disposition testamentaire est valable quant à la forme si celle-ci répond à la loi interne :

- a) du lieu où le testateur a disposé, ou
- b) d'une nationalité possédée par le testateur, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou
- c) d'un lieu dans lequel le testateur avait son domicile, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou
- d) du lieu dans lequel le testateur avait sa résidence habituelle, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou
- e) pour les immeubles, du lieu de leur situation.

Aux fins de la présente Convention, si la loi nationale consiste en un système non unifié, la loi applicable est déterminée par les règles en vigueur dans ce système et, à défaut de telles règles, par le lien le plus effectif qu'avait le testateur avec l'une des législations composant ce système.

La question de savoir si le testateur avait un domicile dans un lieu déterminé est régie par la loi de ce même lieu.

Article 2

L'article premier s'applique aux dispositions testamentaires révoquant une disposition testamentaire antérieure.

La révocation est également valable quant à la forme si elle répond à l'une des lois aux termes de laquelle, conformément à l'article premier, la disposition testamentaire révoquée était valable.

Article 3

La présente Convention ne porte pas atteinte aux règles actuelles ou futures des Etats contractants reconnaissant des dispositions testamentaires faites en la forme d'une loi non prévue aux articles précédents.

Article 4

La présente Convention s'applique également aux formes des dispositions testamentaires faites dans un même acte par deux ou plusieurs personnes.

Article 5

Aux fins de la présente Convention, les prescriptions limitant les formes de dispositions testamentaires admises et se rattachant à l'âge, à la nationalité ou à d'autres qualités personnelles du testateur, sont considérées comme appartenant au domaine de la forme. Il en est de même des qualités que doivent posséder les témoins requis pour la validité d'une disposition testamentaire.

Article 6

L'application des règles de conflits établies par la présente Convention est indépendante de toute condition de réciprocité. La Convention s'applique même si la nationalité des intéressés ou la loi applicable en vertu des articles précédents ne sont pas celles d'un Etat contractant.

Article 7

L'application d'une des lois déclarées compétentes par la présente Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Article 8

La présente Convention s'applique à tous les cas où le testateur est décédé après son entrée en vigueur.

Article 9

Chaque Etat contractant peut se réserver, par dérogation à l'article premier, alinéa 3, le droit de déterminer selon la loi du for le lieu dans lequel le testateur avait son domicile.

Article 10

Chaque Etat contractant peut se réserver de ne pas reconnaître les dispositions testamentaires faites, en dehors de circonstances extraordinaires, en la forme orale par un de ses ressortissants n'ayant aucune autre nationalité.

Article 11

Chaque Etat contractant peut se réserver de ne pas reconnaître, en vertu de prescriptions de sa loi les visant, certaines formes de dispositions testamentaires faites à l'étranger, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la disposition testamentaire n'est valable en la forme que selon une loi compétente uniquement en raison du lieu où le testateur a disposé,
- b) le testateur avait la nationalité de l'Etat qui aura fait la réserve,
- c) le testateur était domicilié dans ledit Etat ou y avait sa résidence habituelle, et
- d) le testateur est décédé dans un Etat autre que celui où il avait disposé.

Cette réserve n'a d'effets que pour les seuls biens qui se trouvent dans l'Etat qui l'aura faite.

Article 12

Chaque Etat contractant peut se réserver d'exclure l'application de la présente Convention aux clauses testamentaires qui, selon son droit, n'ont pas un caractère successoral.

Article 13

Chaque Etat contractant peut se réserver, par dérogation à l'article 8 de n'appliquer la présente Convention qu'aux dispositions testamentaires postérieures à son entrée en vigueur.

Article 14

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de la Haye de droit international privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 15

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 14, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 16

Tout Etat non représenté à la Neuvième session de la Conférence de la Haye de droit international privé pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 15, alinéa premier. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le soixantième jour après le dépôt de son instrument d'adhésion.

Article 17

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour les territoires visés par l'extension, le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 18

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, faire une ou plusieurs des réserves prévues aux articles 9, 10, 11, 12 et 13 de la présente Convention. Aucune autre réserve ne sera admise.

Chaque Etat contractant pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 17, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Chaque Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 19

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 15, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 20

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 14, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 16 :

- a) les signatures et ratifications visées à l'article 14;
- b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 15, alinéa premier;
- c) des adhésions visées à l'article 16 et la date à laquelle elles auront effet;
- d) les extensions visées à l'article 17 et la date à laquelle elles auront effet;
- e) les réserves et retraits de réserves visés à l'article 18;
- f) les dénonciations visées à l'article 19, alinéa 3.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 5 octobre 1961, en français et en anglais, le texte français faisant foi en cas de divergence entre les textes, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de la Haye de droit international privé.

XI. Convention on the conflicts of laws relating to the form of testamentary dispositions (Concluded October 5, 1961)

The States signatory to the present Convention,

Desiring to establish common provisions on the conflicts of laws relating to the form of testamentary dispositions,

Have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed upon the following provisions :

Article 1

A testamentary disposition shall be valid as regards form if its form complies with the internal law :

- a) of the place where the testator made it, or
- b) of a nationality possessed by the testator, either at the time when he made the disposition, or at the time of his death, or
- c) of a place in which the testator had his domicile either at the time when he made the disposition, or at the time of his death, or
- d) of the place in which the testator had his habitual residence either at the time when he made the disposition, or at the time of his death, or
- e) so far as immovables are concerned, of the place where they are situated.

For the purposes of the present Convention, if a national law consists of a non-unified system, the law to be applied shall be determined by the rules in force in that system and, failing any such rules, by the most real connexion which the testator had with any one of the various laws within that system.

The determination of whether or not the testator had his domicile in a particular place shall be governed by the law of that place.

Article 2

Article 1 shall apply to testamentary dispositions revoking an earlier testamentary disposition.

The revocation shall also be valid as regards form if it complies with any one of the laws according to the terms of which, under Article 1, the testamentary disposition that has been revoked was valid.

Article 3

The present Convention shall not affect any existing or future rules of law in contracting States which recognize testamentary dispositions made in compliance with the formal requirements of a law other than a law referred to in the preceding Articles.

Article 4

The present Convention shall apply to the form of testamentary dispositions made by two or more persons in one document.

Article 5

For the purposes of the present Convention, any provision of law which limits the permitted forms of testamentary dispositions by reference to the age, nationality or other personal conditions of the testator, shall be deemed to pertain to matters of form. The same rule shall apply to the qualifications that must be possessed by witnesses required for the validity of a testamentary disposition.

Article 6

The application of the rules of conflicts laid down in the present Convention shall be independent of any requirement of reciprocity. The Convention shall be applied even if the nationality of the persons involved or the law to be applied by virtue of the foregoing Articles is not that of a contracting State.

Article 7

The application of any of the laws declared applicable by the present Convention may be refused only when it is manifestly contrary to «ordre public».

Article 8

The present Convention shall be applied in all cases where the testator dies after its entry into force.

Article 9

Each contracting State may reserve the right, in derogation of the third paragraph of Article 1, to determine in accordance with the *lex fori* the place where the testator had his domicile.

Article 10

Each contracting State may reserve the right not to recognize testamentary dispositions made orally, save in exceptional circumstances, by one of its nationals possessing no other nationality.

Article 11

Each contracting State may reserve the right not to recognize, by virtue of provisions of its own law relating thereto, forms of testamentary dispositions made abroad when the following conditions are fulfilled :

a) the testamentary disposition is valid as to form by reason only of a law solely applicable because of the place where the testator made his disposition,

b) the testator possessed the nationality of the State making the reservation,

c) the testator was domiciled in the said State or had his habitual residence there, and

d) the testator died in a State other than that in which he had made his disposition.

This reservation shall be effective only as to the property situated in the State making the reservation.

Article 12

Each contracting State may reserve the right to exclude from the application of the present Convention any testamentary clauses which, under its law, do not relate to matters of succession.

Article 13

Each contracting State may reserve the right, in derogation of Article 8, to apply the present Convention only to testamentary dispositions made after its entry into force.

Article 14

The present Convention shall be open for signature by the States represented at the Ninth session of the Hague Conference on Private International Law.

It shall be ratified, and the instruments of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 15

The present Convention shall enter into force on the sixtieth day after the deposit of the third instrument of ratification referred to in the second paragraph of Article 14.

The Convention shall enter into force for each signatory State which ratifies subsequently on the sixtieth day after the deposit of its instrument of ratification.

Article 16

Any State not represented at the Ninth session of the Hague Conference on Private International Law may accede to the present Convention after it has entered into force in accordance with the first paragraph of Article 15. The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The Convention shall enter into force for a State acceding to it on the sixtieth day after the deposit of its instrument of accession.

Article 17

Any State may, at the time of signature, ratification or accession, declare that the present Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The Convention shall enter into force for the territories mentioned in such an extension on the sixtieth day after the notification referred to in the preceding paragraph.

Article 18

Any State may, not later than the moment of its ratification or accession, make one or more of the reservations mentioned in Articles 9, 10, 11, 12 and 13 of the present Convention. No other reservation shall be permitted.

Each contracting State may also, when notifying an extension of the Convention in accordance with Article 17, make one or more of the said reservations, with its effect limited to all or some of the territories mentioned in the extension.

Each contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. Such a withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such a reservation shall cease to have effect on the sixtieth day after the notification referred to in the preceding paragraph.

Article 19

XI. Form of Wills

The present Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 15, even for States which have ratified it or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands at least six months before the end of the five year period.

It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation will only have effect as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other contracting States.

Article 20

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall give notice to the States referred to in Article 14, and to the States which have acceded in accordance with Article 16, of the following :

- a) the signatures and ratifications referred to in Article 14;
- b) the date on which the present Convention enters into force in accordance with the first paragraph of Article 15;
- c) the accessions referred to in Article 16 and the date on which they take effect;
- d) the extensions referred to in Article 17 and the date on which they take effect;
- e) the reservations and withdrawals referred to in Article 18;
- f) the denunciation referred to in the third paragraph of Article 19.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed the present Convention.

Done at the Hague the 5th October 1961, in French and in English, the French text prevailing in case of divergence between the two texts, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States represented at the Ninth session of the Hague Conference on Private International Law.

ΣΥΜΒΑΣΗ

Για τις συγχρούσεις νόμων που άφορούν τον τύπο διατάξεων διαθήκης (συνομολογήθηκε την 5 'Οκτωβρίου 1961).

Τα Κράτη που υπογράφουν την παρούσα Σύμβαση, επιθυμώντας να θεσπίσουν κοινούς κανόνες για τη λύση των συγχρούσεων νόμων που άφορούν τον τύπο διατάξεων διαθήκης, αποφάσισαν να συνάψουν Σύμβαση για το σκοπό αυτό και συμφώνησαν στις ακόλουθες διατάξεις :

Άρθρο 1

Διάταξη διαθήκης είναι έγκυρη ως προς τον τύπο άν είναι σύμφωνη με το έσωτερικό δίκαιο :

- α) του τόπου όπου ο διαθέτης έπιχείρησε τη διαθήκη, ή
- β) μιās ιθαγένειας που είχε ο διαθέτης είτε κατά το χρόνο έπιχειρήσεως της διαθήκης, είτε κατά το χρόνο του θανάτου του, ή
- γ) ενός τόπου όπου ο διαθέτης είχε την κατοικία του είτε κατά το χρόνο έπιχειρήσεως της διαθήκης, είτε κατά το χρόνο του θανάτου του, ή
- δ) του τόπου όπου ο διαθέτης είχε τη συνήθη διαμονή του είτε κατά το χρόνο έπιχειρήσεως της διαθήκης, είτε κατά το χρόνο του θανάτου του, ή,
- ε) προκειμένου για άκίνητα, της τοποθεσίας τους.

Για τους σκοπούς της Συμβάσεως, άν το δίκαιο της ιθαγένειας αποτελεί μη ένοποιημένο σύστημα, το εφαρμοστέο δίκαιο καθορίζεται από τους κανόνες που ισχύουν στο σύστημα αυτό και, άν δεν υπάρχουν τέτοιοι κανόνες, από το στενότερο δεσμό του διαθέτη με μία από τις νομοθεσίες που συγκροτούν αυτό το σύστημα.

Το ζήτημα άν ο διαθέτης είχε κατοικία σε όρισμένο τόπο διέπεται από το δίκαιο του τόπου αυτού.

Άρθρο 2

Το άρθρο 1 εφαρμόζεται και σε διατάξεις διαθήκης που ανακαλούν προγενέστερη διάταξη διαθήκης.

Η ανάκληση είναι επίσης έγκυρη ως προς τον τύπο άν είναι σύμφωνη με ένα από τα δίκαια κατά τις διατάξεις του όποιου, σύμφωνα με το άρθρο 1, ή διάταξη διαθήκης που ανακλήθηκε ήταν έγκυρη.

Άρθρο 3

Η παρούσα Σύμβαση δεν θίγει τωρινούς ή μελλοντικούς κανόνες των συμβαλλόμενων Κρατών που αναγνωρίζουν ως έγκυρες διατάξεις διαθήκης οι όποιες έγιναν σύμφωνα με τον τύπο ενός δικαίου που δεν προβλέπεται από τα προηγούμενα άρθρα.

Άρθρο 4

Η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται και στον τύπο διατάξεων διαθήκης που έγιναν με την ίδια πράξη από δύο ή περισσότερα πρόσωπα.

Άρθρο 5

Για τους σκοπούς της παρούσας Συμβάσεως οι διατάξεις που περιορίζουν τους προβλεπόμενους τύπους διαθήκης και άφορούν την ήλικία, την ιθαγένεια ή άλλες προσωπικές ιδιότητες του διαθέτη θεωρούνται ότι άνήκουν στο πεδίο του τύπου. Το ίδιο ισχύει και για τις ιδιότητες που πρέπει να έχουν οι άπαιτούμενοι για το κύρος διαθήκης μάρτυρες.

Άρθρο 6

Η εφαρμογή των κανόνων συγχρούσεως που θεσπίζει ή παρούσα Σύμβαση είναι άνεξάρτητη από κάθε όρο άμοιβαιότητας. Η Σύμβαση εφαρμόζεται ακόμη και άν ή ιθαγένεια των ενδιαφερομένων ή το εφαρμοστέο κατά τις διατάξεις των προηγούμενων άρθρων δίκαιο δεν είναι ή ιθαγένεια ή το δίκαιο ενός συμβαλλόμενου Κράτους.

"Αρθρο 7

Ἡ ἐφαρμογὴ ἐνὸς ἀπὸ τὰ δίκαια ποὺ ὀρίζονται ὡς ἐφαρμοστέα ἀπὸ τὴν παρούσα Σύμβαση δὲν μπορεῖ νὰ ἀποκλεισθεῖ παρὰ μόνον ἂν εἶναι πρόδηλα ἀσυμβίβαστη μετὰ τὴν δημόσια τάξιν.

"Αρθρο 8

Ἡ παρούσα Σύμβαση ἐφαρμόζεται σὲ ὅλες τὶς περιπτώσεις ποὺ ὁ διαθέτης ἀποβίωσε μετὰ τὴν ἐναρξιν τῆς ἰσχύος της.

"Αρθρο 9

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεῖ νὰ ἐπιφυλάξῃ τὸ δικαίωμα, κατὰ παρέκκλιση ἀπὸ τὸ ἀρθρο 1 παράγραφος 3, νὰ καθορίζει σύμφωνα μετὰ τὸ δίκαιο τοῦ δικάζοντος δικαστῆ τὸν τόπο ποὺ ὁ διαθέτης εἶχε τὴν κατοικίαν του.

"Αρθρο 10

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεῖ νὰ ἐπιφυλαχθεῖ νὰ μὴν ἀναγνωρίζει τὶς διατάξεις διαθήκης ποὺ ἔγιναν μετὰ προφορικὸ τύπο ἀπὸ πρόσωπο ποὺ δὲν ἔχει παρὰ μόνον τὴν ἰθαγένειαν τοῦ Κράτους αὐτοῦ, ἐκτὸς ἀπὸ τὶς διατάξεις ποὺ ἔγιναν κάτω ἀπὸ ἑκτακτες συνθήκες.

"Αρθρο 11

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεῖ νὰ ἐπιφυλαχθεῖ νὰ μὴν ἀναγνωρίζει, μετὰ βάσιν σχετικῆς διατάξεως τοῦ δικαίου του, ὁρισμένους τύπους διαθήκης ποὺ ἔγιναν στὴν ἀλλοδαπή, ἐφόσον συντρέχουν οἱ ἐξῆς προϋποθέσεις :

- α) ἡ διάταξη διαθήκης εἶναι ἑγκυρὴ ὡς πρὸς τὸν τύπο σύμφωνα μόνον μετὰ ἓνα δίκαιο ποὺ εἶναι ἀρμόδιο ἀποκλειστικὰ ἐξαιτίας τοῦ τόπου ὅπου ὁ διαθέτης ἐπιχείρησε τὴν διαθήκην,
- β) ὁ διαθέτης εἶχε τὴν ἰθαγένειαν τοῦ Κράτους ποὺ διατύπωσε τὴν ἐπιφύλαξιν,
- γ) ὁ διαθέτης εἶχε τὴν κατοικίαν του ἢ τὴ συνήθη διαμονή του στὸ Κράτος αὐτό, καὶ
- δ) ὁ διαθέτης ἀποβίωσε σὲ κράτος ἄλλο ἀπὸ ἐκεῖνο ποὺ εἶχε ἐπιχειρήσει τὴν διαθήκην.

Ἡ ἐπιφύλαξιν αὕτη δὲν ἔχει ἀποτελέσματα παρὰ μόνον ὡς πρὸς τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα ποὺ βρίσκονται στὸ Κράτος ποὺ τὴ διατύπωσε.

"Αρθρο 12

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεῖ νὰ ἐπιφυλαχθεῖ νὰ ἀποκλείσει τὴν ἐφαρμογὴ τῆς παρούσας Συμβάσεως στὶς ρήτρες τῆς διαθήκης ποὺ σύμφωνα μετὰ τὸ δίκαιό του δὲν ἔχουν κληρονομικὸ χαρακτήρα.

"Αρθρο 13

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεῖ νὰ ἐπιφυλαχθεῖ, κατὰ παρέκκλιση ἀπὸ τὸ ἀρθρο 8, νὰ μὴν ἐφαρμόζει τὴν παρούσα Σύμβαση παρὰ μόνον σὲ διατάξεις διαθήκης ποὺ ἔγιναν μετὰ τὴν ἐναρξιν τῆς ἰσχύος της.

"Αρθρο 14

Ἡ παρούσα Σύμβαση εἶναι ἀνοικτὴ γιὰ τὴν ὑπογραφή ἀπὸ τὰ Κράτη ποὺ ἀντιπροσωπεύθηκαν στὴν Ἑνατὴ Σύνοδο τῆς Συνδιασκέψεως τῆς Χάγης ἰδιωτικοῦ διεθνoῦς δικαίου. Θὰ ἐπικυρωθεῖ καὶ τὰ ἑγγραφα ἐπικυρώσεώς της θὰ κατατεθοῦν στὸ Ὑπουργεῖο Ἐξωτερικῶν τῶν Κάτω Χωρῶν.

"Αρθρο 15

Ἡ παρούσα Σύμβαση θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει τὴν ἐξηκοστὴ ἡμέρα μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ τρίτου ἑγγράφου ἐπικυρώσεως ποὺ προβλέπεται ἀπὸ τὸ ἀρθρο 14 παράγραφος 2.

Ἡ Σύμβαση θὰ ἰσχύει, γιὰ κάθε ὑπογράφων Κράτος ποὺ λὰ τὴν ἐπικυρώσει μεταγενέστερα, τὴν ἐξηκοστὴ ἡμέρα μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἑγγράφου ἐπικυρώσεώς του.

"Αρθρο 16

Κάθε Κράτος ποὺ δὲν ἀντιπροσωπεύθηκε στὴν Ἑνατὴ Σύνοδο τῆς Συνδιασκέψεως τῆς Χάγης ἰδιωτικοῦ διεθνoῦς δικαίου μπορεῖ νὰ προσχωρήσῃ στὴν παρούσα Σύμβαση, μετὰ τὴν ἐναρξιν τῆς ἰσχύος της κατὰ τὸ ἀρθρο 15 παράγραφος 1. Τὸ ἑγγραφο προσχωρήσεως νὰ κατατεθεῖ στὸ Ὑπουργεῖο Ἐξωτερικῶν τῶν Κάτω Χωρῶν.

Γιὰ τὸ Κράτος ποὺ προσχωρεῖ, ἡ Σύμβαση θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει τὴν ἐξηκοστὴ ἡμέρα μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἑγγράφου προσχωρήσεώς του.

"Αρθρο 17

Κάθε Κράτος, κατὰ τὴν ὑπογραφή, ἐπικύρωση ἢ προσχώρησιν, μπορεῖ νὰ δηλώσῃ ὅτι ἡ παρούσα Σύμβαση θὰ ἐπεκταθεῖ σὲ ὅλα τὰ ἐδάφη ποὺ ἐπικυρῶνται διεθνῶς ἢ σ' ἓνα ἢ περισσότερα ἀπὸ αὐτά. Ἡ δήλωσις αὕτη ἀναπτύσσει τὶς συνέπειές της τὴν ἡμέρα ποὺ ἡ Σύμβαση ἀρχίζει νὰ ἰσχύει γιὰ τὸ Κράτος αὐτό.

Στὴ συνέχεια, κάθε παρόμοια ἐπέκτασις θὰ γνωστοποιεῖται στὸ Ὑπουργεῖο Ἐξωτερικῶν τῶν Κάτω Χωρῶν.

Ἡ Σύμβαση θὰ ἰσχύει, ὡς πρὸς τὰ ἐδάφη ποὺ ἀναφέρονται στὴν δήλωσιν ἐπεκτάσεως, τὴν ἐξηκοστὴ ἡμέρα μετὰ τὴ γνωστοποίησιν ποὺ προβλέπεται στὴν προηγούμενη παράγραφον.

"Αρθρο 18

Κάθε Κράτος, τὸ ἀργότερον κατὰ τὴν ἐπικύρωση ἢ τὴν προσχώρησιν, μπορεῖ νὰ διατυπώσῃ μία ἢ περισσότερες ἀπὸ τὶς ἐπιφύλαξεις ποὺ προβλέπονται στὰ ἀρθρα 9, 10, 11, 12 καὶ 13 τῆς παρούσας Συμβάσεως. Καμιά ἄλλη ἐπιφύλαξιν δὲν θὰ γίνῃ δεκτὴ.

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεῖ ἐπίσης, κατὰ τὴ γνωστοποίησιν ἐπεκτάσεως τῆς Συμβάσεως σύμφωνα μετὰ τὸ ἀρθρο 17, νὰ διατυπώσῃ μία ἢ περισσότερες ἀπὸ τὶς ἐπιφύλαξεις αὐτὲς μετὰ ἀποτέλεσμα περιορισμένο στὰ ἐδάφη ποὺ ἀναφέρονται στὴν δήλωσιν ἐπεκτάσεως ἢ σὲ ὁρισμένα ἀπὸ αὐτά.

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεῖ, ὅποτεδήποτε, νὰ ἀνακαλέσῃ ἐπιφύλαξιν ποὺ ἔχει διατυπώσῃ. Ἡ ἀνάκλησις θὰ γνωστοποιηθεῖ στὸ Ὑπουργεῖο Ἐξωτερικῶν τῶν Κάτω Χωρῶν.

Ἡ ἐνέργεια τῆς ἐπιφύλαξεως θὰ παύσῃ τὴν ἐξηκοστὴ ἡμέρα μετὰ τὴ γνωστοποίησιν ποὺ ἀναφέρεται στὴν προηγούμενη παράγραφον.

"Αρθρο 19

Ἡ παρούσα Σύμβαση θὰ ἔχει διάρκειαν πέντε ἐτῶν ἀπὸ τὴν ἡμερομηνίαν ποὺ θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει σύμφωνα μετὰ τὸ ἀρθρο 15 παράγραφος 1, ἀκόμη καὶ γιὰ τὰ Κράτη ποὺ θὰ τὴν ἔχουν ἐπικυρώσει ἢ θὰ ἔχουν προσχωρήσει σ' αὐτὴν μεταγενέστερα.

Ἡ Σύμβαση θὰ ἀνανεώνεται σιωπηρὰ κάθε πέντε ἔτη, ἐκτὸς ἂν καταγγελθεῖ.

Ἡ καταγγελία θὰ γνωστοποιηθεῖ στὸ Ὑπουργεῖο Ἐξωτερικῶν τῶν Κάτω Χωρῶν τουλάχιστον ἑξὶ μῆνες πρὶν ἐκπνεύσῃ ἢ προθεσμία τῶν πέντε ἐτῶν.

Μπορεῖ νὰ περιορισθεῖ σὲ ὁρισμένα ἀπὸ τὰ ἐδάφη στὰ ὁποῖα ἐφαρμόζεται ἡ Σύμβαση.

Ἡ καταγγελία δὲν θὰ ἰσχύει παρὰ μόνον ὡς πρὸς τὸ Κράτος ποὺ τὴν ἔχει γνωστοποιήσει. Ἡ Σύμβαση θὰ παραμείνῃ σὲ ἰσχὺ γιὰ τὰ ἄλλα συμβαλλόμενα Κράτη.

"Αρθρο 20

Τὸ Ὑπουργεῖο Ἐξωτερικῶν τῶν Κάτω Χωρῶν θὰ γνωστοποιήσει στὰ Κράτη ποὺ προβλέπονται στὸ ἀρθρο 14,

καθώς και στα Κράτη που θα προσχωρήσουν σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 16 :

α) τις υπογραφές και επικυρώσεις που προβλέπονται στο άρθρο 14,

β) την ημερομηνία που θα αρχίσει να ισχύει η παρούσα Σύμβαση σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 15 παράγραφος 1,

γ) τις προσχωρήσεις που προβλέπονται στο άρθρο 16 και την ημερομηνία από την οποία θα ισχύσουν,

δ) τις δηλώσεις επέκτασης που προβλέπονται στο άρθρο 17 και την ημερομηνία από την οποία θα ισχύσουν,

ε) τις επιφυλάξεις και ανακλήσεις επιφυλάξεων που προβλέπονται στο άρθρο 18,

στ) τις καταγγελίες που προβλέπονται στο άρθρο 19 παράγραφος 3.

Σε πίστη των ανωτέρω, οι υπογραφόμενοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

Έγινε στη Χάγη, την 5η Οκτωβρίου 1961, σ' ένα μόνο αντίτυπο στη γαλλική και αγγλική. Σε περίπτωση διαφοράς των δύο κειμένων υπερισχύει το γαλλικό. Το αντίτυπο αυτό θα κατατεθεί στα αρχεία της Κυβερνήσεως των

Κάτω Χωρών και ένα κυρωμένο αντίγραφο του θα διαβιβασθεί, διά της διπλωματικής οδού σε καθένα από τα Κράτη που αντιπροσωπεύθηκαν στην Ένατη Σύνοδο της Συνδιασκέψεως της Χάγης ιδιωτικού διεθνούς δικαίου.

*Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθεί στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθεί ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 25 Ιανουαρίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ ΓΕΩΡΓ. - ΑΛΕΞ. ΜΑΓΚΑΚΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 26 Ιανουαρίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Η ετήσια συνδρομή της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως, η τιμή των φύλλων της που πωλούνται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν από 1 Ιανουαρίου 1983 ως ακολούθως :

Α'. ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ. 2.500
2. » » » Β'	» 4.000
3. » » » ΤΑΠΣ	» 3.000
4. » » » Γ'	» 1.500
5. » » » Δ'	» 3.500
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ. Δ. κτλ.	» 1.500
7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου	» 300
8. » » » Παράρτημα	» 800
9. » » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ.	» 10.000
10. » » Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας	» 800
11. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι.	» 20.000

Οι Δήμοι και οι Κοινοότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοήθειας Προσωπικού του Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά :

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ. 125
2. » » » Β'	» 200
3. » » » ΤΑΠΣ	» 150
4. » » » Γ'	» 75
5. » » » Δ'	» 175
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κτλ.	» 75
7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου	» 15
8. » » » Παράρτημα	» 40
9. » » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ.	» 500
10. » » Δελτίο Εμπ. και Βιομ. Ιδιοκτησίας	» 40
11. Για όλα τα τεύχη	» 1000

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πώλησης κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 10 δραχ., από 9 ως 24 σελ. 15 δραχ., από 25 ως 48 σελ. 25 δραχ., από 49 ως 80 σελ. 40 δραχ., από 81 σελ. και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατά 50 δραχ. ανά 80 σελίδες.

Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Η τιμή διαβέσεως στο κοινό των εκδιδόμενων από το Εθνικό Τυπογραφείο φωτοαντιγράφων των διάφορων φύλλων της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως καθορίζεται σε τέσσερις (4) δραχμές κατά σελίδα.

Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

1. Στο τεύχος Ανωνύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

Α'. Ανωνύμων Εταιρειών :

1. Των καταστατικών	Δραχ. 25.000
2. Των αποφάσεων για συγχώνευση ανωνύμων εταιρειών	» 25.000
3. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών (ΦΕΚ 309/67, τ. Β')	» 15.000
4. Των τροποποιήσεων των καταστατικών	» 8.000
5. Των ισολογισμών κάθε χρήσης	» 10.500

6. Των υπουργικών αποφάσεων για παροχή άδειας επέκτασης των εργασιών Ασφαλιστικών Εταιρειών, των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων και των αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τις οποίες εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού ...

7. Των αποφάσεων για εγκατάσταση υποκαταστήματος, διορισμού γενικού πράκτορα και παροχή πληρεξουσιότητας αντιπροσώπευσης στην Ελλάδα αλλοδαπών Εταιρειών και των αποφάσεων για μεταβίβαση του χαρτοφυλακίου Ασφαλιστικών Εταιρειών κατά το άρθρο 59 παρ. 1. του Ν.Δ. 400/1.9.70

8. Των ανακοινώσεων για κάθε μεταβολή που γίνεται με απόφαση Γ.Σ. ή Δ.Σ., των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις, των κατά το άρθρο 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, των ανακοινώσεων που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/1970 για Αλλοδαπές Ασφαλιστικές Εταιρείες, των αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ που αναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις και των αποφάσεων του Υπ. Συγκοινωνιών για τους ΗΛΠΑΠ - ΗΣΑΠ - ΟΣΕ

9. Των συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων των Τραπεζικών Εταιρειών

10. Των αποφάσεων της επιτροπής του Χρηματιστηρίου για την εισαγωγή χρεωγράφων στο χρηματιστήριο για διαπραγμάτευση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967

11. Των αποφάσεων της επιτροπής κεφαλαιαγοράς για τη διαγραφή χρεωγράφων από το χρηματιστήριο, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67.

12. Των αποφάσεων για την έγκριση τιμολογίων των Ασφαλιστικών Εταιρειών

Β'. Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

1. Των καταστατικών	» 2.800
2. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών	» 2.800
3. Των ισολογισμών κάθε χρήσης	» 3.200
4. Των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων	» 2.800
5. Των τροποποιήσεων των καταστατικών (για κάθε συμβολαιογραφική πράξη)	» 1.200
6. Των ανακοινώσεων με συμβολαιογραφική πράξη	» 1.200
7. Των ανακοινώσεων με απόφαση της Γ.Σ.	» 1.000
8. Των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις	» 1.000

Γ'. Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων :

1. Των υπουργικών αποφάσεων για τη χορήγηση άδειας λειτουργίας Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων	» 2.800
2. Των ισολογισμών των ανωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων	» 3.200

Δ'. Των δικαστικών πράξεων :

II. Στο Τέταρτο τεύχος :	
Των δικαστικών πράξεων για παρακατάθεση αποζημιώσεως	» 1.200

Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οι συνδρομές του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού έσοδου, το οποίο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στο Εθνικό Τυπογραφείο.

2. Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι δυνατό να στέλνονται και σε ανάλογο συνάλλαγμα με επιταγή στο όνομα του Διευθυντή Διαχείρισης του Εθνικού Τυπογραφείου.

3. Το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό επί των ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων καταβάλλεται ως εξής :

α) στην Αθήνα : στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Εθνικού Τυπογραφείου).

β) στις υπόλοιπες πόλεις του Κράτους : στα Δημόσια Ταμεία και αποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τις 192378/3639/1947 (ΡΟΝΕΟ 185) και 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) εγκύκλιες διαταγές του Γ.Α.Κ.

γ) στις περιπτώσεις συνδρομών εξωτερικού : όταν η αποστολή τους γίνεται με επιταγές μαζί μ' αυτές στέλνεται και το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό.